

**Séance publique du 14 décembre 2023
à 18h00**

**ROANNAIS
AGGLOMERATION**

63, rue Jean Jaurès
42311 ROANNE

N° DCC 2023-217

**Action sociale d'intérêt
communautaire**

Motion de soutien pour le
financement des EHPAD Publics

La convocation de tous les membres en exercice du Conseil communautaire a été faite le **8 décembre 2023**, dans les formes et délais prescrits par la loi.

Etaient présents :

Christine Aranéo - Marcel Augier - Jean-Jacques Banchet - Isabelle Berthelot - Franck Beysson - Jean-Yves Boire - Romain Bost - Michelle Bouchet - Edmond Bourgeon - Marie-Christine Bravo - Catherine Brun - Dominique Bruyère - Marie-France Catheland - Yves Chambost - Nicolas Chargueros - Jean-Luc Chervin - Sandra Creuzet-Taite - Marie-Laure Dana Burnichon - Jean-Paul Descombes - Pierre Devedeux - Christian Dorange - David Dozance - Daniel Fréchet - Jacky Geneste - Gilles Goutaudier - Patricia Goutorbe - Quentin Guillermin - Jean-Paul Heyberger - Guy Lafay - Christian Laurent - Maryvonne Loughraieb - Adina Lupu Bratiloveanu - Muriel Marcellin - Jean-Luc Mardeuil - Eric Martin - Véronique Mouiller - Pascal Muzart - Nabih Nejjar - Yves Nicolin - Yves Perrin - Jade Petit - Éric Peyron - Christophe Pion - Stéphane Raphaël - Marie-Hélène Riamon - Clotilde Robin - Martine Roffat - Alain Rossetti - Corinne Troncy - Jacques Troncy - Denis Vanhecke.

Nombre de conseillers	
En exercice	83
Présents	51
Pouvoirs	21
Pour	72
Contre	0
Abstention	0

Etaient absents :

Cf page suivante.

Certifié exécutoire	
Reçu en Préfecture	15/12/2023
Publié	

Absents	Ni pouvoir Ni suppléant	Suppléant	Pouvoir donné à...
Jean-Marc Ambroise			Yves Nicolin
Pierre Barnet			Véronique Mouiller
Martine Barroso			Jacky Geneste
Laurence Boyer	X		
Christine Chevillard			Franck Beysson
Pierre Coissard	X		
Patrick Collet	X		
Aimé Combaret	X		
Hervé Daval			David Dozance
Catherine Dufossé			Clotilde Robin
Christian Dupuis	X		
Itidil Fadhloun Barboura			Eric Peyron
Marie-Françoise Gaume	X		
Annie Gerenton			Sandra Creuzet-Taite
Fabien Lambert			Jade Petit
Hélène Lapalus			Christian Dorange
Christelle Lattat			Jean-Paul Heyberger
Franck Maupetit			Jean-Luc Mardeuil
Patrick Meunier			Guy Lafay
Vincent Moissonnier	X		
Lucien Murzi			Edmond Bourgeon
Mahdi Nouibat			Jean-Jacques Banchet
Gilles Passot			Adina Lupu Bratiloveanu
Philippe Perron			Maryvonne Loughraieb
Marcel Peuillon			Alain Rossetti
Serge Pralas	X		
Didier Prunet	X		
Vickie Redeuilh			Corinne Troncy
Sophie Rotkopf			Catherine Brun
Jean Smith	X		
Isabelle Valcourt			Jean-Yves Boire
Gilbert Varrenne	X		

Secrétaire de séance : Gilles Goutaudier

Le vieillissement de la population en France est un enjeu majeur pour notre système de soins et pour notre société, puisque, selon la projection, en 2050, un français sur 10 aura plus de 75 ans. À cela s'ajoute la médicalisation croissante des prises en charge que ce soit à domicile, à l'hôpital, ou en EHPAD.

Les EHPAD publics représentaient fin 2022 44% des établissements en France, contre 31 % sous format associatifs et 25 % sous statuts privés à but lucratif.

Ils sont tous signataires d'un contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens (CPOM) pour 5 ans, avec le Conseil Départemental et l'Agence Régionale de Santé, fixant les objectifs de l'EHPAD à travers ses missions, déterminant les moyens alloués : tarifs hébergement, dépendance et soins, revus chaque année en fonction du taux voté par le Département d'une part et l'Etat d'autre part.

Le financement des EHPAD repose sur trois forfaits :

- La dotation soin, financée par l'assurance maladie via les agences régionales de santé, qui sert à rémunérer le personnel soignant et le médecin coordonnateur et à financer les équipements médicaux et les médicaments si l'établissement est en tarification globale.
- Le forfait dépendance, financé majoritairement par les conseils départementaux au titre de l'aide personnalisée à l'autonomie (APA), et en partie par les résidents. Ce forfait dépendance prend en compte l'ensemble des prestations d'aide et de surveillance non liées aux soins, mais indispensable à l'accomplissement des actes essentiels de la vie quotidienne et à l'accompagnement des résidents.
- Le forfait hébergement, pris en charge par les résidents, et pour les plus modestes par le département au titre de l'aide sociale à l'hébergement. Ce forfait finance les dépenses liées à l'hôtellerie, à la restauration, aux animations, à l'entretien, à la démarche qualité et à l'administration. Il finance aussi tous les investissements sur les projets immobiliers.

La situation financière des EHPAD publics se caractérise ces derniers mois par une double évolution :

D'une part un contexte inflationniste qui a fortement impacté les charges de la section hébergement malgré les mesures d'amortissement des dépenses énergétiques, entraînant parfois des hausses des tarifs.

Une partie importante des revalorisations salariales des soignants et des personnels administratifs, notamment dans les établissements publics, n'ont pas été couvertes en totalité par des moyens financiers nouveaux et pérennes, accentuant encore les difficultés financières de ces établissements.

Ceci est venu fragiliser le modèle économique des EHPAD publics, générant des situations déficitaires, des difficultés de trésorerie et une baisse des capacités d'investissement, frein à la modernisation des établissements, à l'amélioration des conditions d'accueil des résidents et des conditions de travail du personnel, alors que les besoins sont appelés à augmenter avec le vieillissement de la population.

D'autre part, le ministère des Finances a décidé depuis octobre 2021, décision confirmée par le Conseil d'Etat, de remettre en cause la faculté des EHPAD publics de récupérer la TVA sur leurs dépenses d'investissements et partiellement sur leurs dépenses d'exploitation. En effet, les EHPAD publics avaient jusqu'alors la possibilité de bénéficier du régime fiscal dit de l'assujettissement à la TVA, eu égard le caractère concurrentiel de leurs activités, comme les EHPAD privés lucratifs qui en bénéficient également. Au-delà de la récupération de la TVA sur la plupart des opérations d'investissement, notamment de travaux, cet assujettissement permettait aussi de bénéficier d'une exonération de la taxe sur les salaires, dont bénéficie toujours le secteur privé.

A cette distorsion de concurrence avec le secteur privé lucratif, puisque les EHPAD publics supportent désormais la charge totale de la TVA sans possibilité de déduction, s'ajoute le rappel des sommes dues sur les trois années précédentes comme c'est l'usage en matière fiscale.

Cette impossibilité désormais de récupérer la TVA payées sur les dépenses, l'impact sur les salaires, et les sommes dues consécutives au rappel de TVA sur les trois années antérieures, sont de nature à mettre en péril certains EHPAD publics.

Dans le contexte actuel que connaît ce secteur d'activité, cette décision de l'administration fiscale apparaît en total décalage avec les besoins des territoires, et elle fragilise le modèle économique des EHPAD publics en créant un désavantage financier significatif par rapport à leurs homologues privés lucratifs.

Au-delà de ces difficultés financières, les EHPAD sont également confrontés à un problème structurel de manque de personnels (exemple : les médecins coordonnateurs), ainsi qu'à un absentéisme important et un fort turnover dans les effectifs, ce qui nuit à la qualité et la continuité des soins.

Dans ces conditions :

Considérant que les EHPAD doivent garantir des conditions de vie optimales pour nos aînés en situation de dépendance ;

Considérant qu'ils jouent un rôle essentiel dans l'accompagnement de la fin de vie, en contribuant à assurer le bien-être et la dignité des résidents ;

Considérant que le financement des EHPAD repose sur une tarification jugée aujourd'hui trop complexe et inadaptée, appelant des vœux à un cadre financier plus simple (fusion des dotations soin et dépendance) et par conséquent plus transparent ;

Considérant que le rétablissement de l'éligibilité au régime fiscal de l'assujettissement à la TVA pour les EHPAD publics est indispensable pour revenir à une égalité de traitement entre les établissements, publics et privés, et corriger ainsi une situation de concurrence déloyale ;

Et parce qu'il est impératif que toutes les personnes âgées en perte d'autonomie, contraintes à quitter leur domicile, puissent accéder à ces structures d'accueil et à des services de qualité, quel que soit leur niveau de ressources ;

Le conseil communautaire de Roannais Agglomération appelle en conséquence l'Etat et toutes les collectivités territoriales compétentes à prendre les mesures nécessaires pour garantir un financement adéquat et pérenne des EHPAD, leur permettant de disposer des ressources financières suffisantes pour faire face au vieillissement de la population.

Cela passe notamment par une simplification du modèle financier, une sécurisation des ressources, le retour à un régime fiscal cohérent avec la concurrence privée, et la mise en œuvre d'une politique d'attractivité des postes pour faciliter le maintien des personnels et permettre les renforts nécessaires.

Il est ainsi demandé au gouvernement de tout mettre en œuvre dans le cadre du projet de loi en cours de discussion sur le « bien vieillir », pour répondre aux besoins de nos aînés et des professionnels du secteur, au regard notamment des enjeux de la dépendance et de l'hébergement.

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré à l'unanimité adopte cette motion.

Le Secrétaire de séance,
Gilles Goutaudier

Le Président,
Yves Nicolin,
Maire de Roanne